

COMPTE RENDU du Conseil Municipal

SÉANCE DU 03 Mars 2014

L'an deux mil quatorze, le 3 mars à 20 heures 30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni, au lieu ordinaire de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire.

Présents : M. LOUSTALET, Maire –

MM. MAISONNAS, GUILLARD Adjoints

Mmes BORREL-JEANTAN, BASILI, BERGER, BRIGNONE,
DUPUY-ROUDEL, PERROU,
MM. CAPLAT, GRUMET, THUOT, ZIMERLI

Pouvoirs : Mme SEMAY (pouvoir à M. LOUSTALET)

Secrétaire de séance : Mr. MAISONNAS

1. COMPTE RENDU DE LA PRECEDENTE REUNION :

Monsieur le Maire précise que le compte rendu de la séance du 15 février a fait l'objet de remarques de Mesdames DUPUY ROUDEL, BORREL JEANTAN et BASILI et de Messieurs de ZIMERLI et THUOT.

Monsieur le Maire, après avoir lu les remarques de Monsieur ZIMERLI concernant l'approbation du zonage d'assainissement, d'une part, et de Madame DUPUY ROUDEL et Monsieur THUOT, d'autre part, concernant la délibération relative à Avis du Conseil sur la Modification de la DTA de la Plaine St. Exupéry, précise que celles –ci ont pu ont pu être intégrées dans le Compte rendu soumis à l'approbation du Conseil.

Les remarques de Mesdames BASILI et BORREL JEANTAN, étant parvenues postérieurement à l'envoi du Compte rendu, sont lues et consignées en séance :

Madame BASILI précise, concernant le débat sur le PADD au sujet des logements locatifs aidés n'avoir pas dit « qu'il faut faire attention à l'esthétique mais que « logement social n'est pas synonyme de bloc de béton et que certaines constructions de logements sociaux sont très esthétiques ». D'autre part, Madame BASILI s'est interrogée sur le fait qu'il soit « obligatoire de construire des logements neufs, ou (si) la transformation de logements existants en logements sociaux peut répondre à l'objectif fixé ? »

Sur le même thème Madame BORREL JEANTAN « rappelle que l'attribution de ces logements sociaux est liée à certaines conditions et que, sans doute, il ne faut pas s'attendre à de fréquentes mutations ».

Ces précisions ayant été données et consignées, le Compte rendu de la séance du 15 février 2014 est adopté.

2. DELIBERATION N° 14/02/01 APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2013

Monsieur le 1er Adjoint au Maire présente au Conseil Municipal le Compte Administratif 2013.

Le Conseil, le Maire ayant quitté la salle du Conseil,

Où les explications de Monsieur le 1er Adjoint au Maire,

. Approuve le Compte Administratif 2013.

Pour	13
Contre	0
Abstention	0

3. DELIBERATION N° 14/02/02 APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2013

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le Compte de Gestion 2013.

Le Conseil,

Où les explications de Monsieur le Maire,

. Approuve le Compte de Gestion 2013.

Pour	14
Contre	0
Abstention	0

4. DELIBERATION N° 14/02/03 APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2013 - BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT »

Monsieur le 1er Adjoint au Maire présente au Conseil Municipal le Compte Administratif 2013 du Budget Annexe « Assainissement ».

Le Conseil, le Maire ayant quitté la salle du Conseil,

Où les explications de Monsieur le 1er Adjoint au Maire,

. Approuve le Compte Administratif 2013 du Budget Annexe « Assainissement ».

Pour	13
Contre	0
Abstention	0

5. DELIBERATION N° 14/02/04 APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2013 - BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT »

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le Compte de Gestion 2013 du Budget Annexe « Assainissement ».

Le Conseil,

Où les explications de Monsieur le Maire, à l'unanimité,

. Approuve le Compte de Gestion 2013 du Budget Annexe « Assainissement ».

Pour	14
Contre	0
Abstention	0

6. DELIBERATION N° 14/02/05 FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2014

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il y a lieu de fixer les taux d'imposition des taxes directes locales pour l'exercice 2014.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Le Conseil décide de fixer les nouveaux taux comme suit :

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante	Variation de taux / 2013	Produit voté par l'assemblée délibérante
Taxe d'Habitation	1.204.000	13,52	0 %	162.781
Taxe Foncière sur les propriétés bâties	1.154.000	13,33	0 %	153.828
Taxe Foncière sur les propriétés non bâties	15.300	58,13	0 %	8.894
TOTAL	2.373.300			325.503

Pour	14
Contre	0
Abstention	0

7. DELIBERATION N° 14/02/06 APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF 2014

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le Budget Primitif 2014 de la commune.

Le Conseil,

Où les explications de Monsieur le Maire,

. Approuve le Budget Primitif 2014 de la commune tel que présenté.

Pour	14
Contre	0
Abstention	0

8. DELIBERATION N° 14/02/07 APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF 2014 « ANNEXE ASSAINISSEMENT »

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le Budget Primitif Assainissement 2014 de la commune.

Le Conseil,

Où les explications de Monsieur le Maire, à l'unanimité,

. Approuve le Budget Primitif Assainissement 2014 de la commune tel que présenté.

Pour	14
Contre	0
Abstention	0

9. DELIBERATION N° 14/02/08 PORTANT AVENANT A LA CONVENTION DE PUP (PROJET EUROPEAN HOMES LE CLOS DES PLATANES) ET AUTORISATION DE SIGNATURE PAR LE MAIRE DE LA COMMUNE DE THIL

Monsieur le Maire expose les motifs qui président à l'établissement d'un avenant au Projet Urbain Partenarial avec la société ETAMES, filiale du groupe de construction EUROPEAN HOMES qui a été approuvé par la délibération n° 13/02/04 du 12 juin 2013.

La commune a programmé les travaux publics rendus nécessaires par l'opération de construction d'ETAMES.

Selon la convention, la société ETAMES prend à sa charge :

l'intégralité du coût de création de l'assainissement collectif visé ci-dessus puisque l'ouvrage dispose d'une capacité limitée aux besoins stricts de l'opération de construction.

29/35èmes du coût d'aménagement de l'arrêt de bus situé sur la route de Beynost / Chemin du Mas Durand susvisé puisque l'arrêt de bus dessert également 6 logements hors périmètre de l'opération (Lotissement des Ilets).

L'acquisition d'une parcelle pour la construction de la station d'épuration.

Il est prévu à l'article 5 de la convention que la société ETAMES s'acquittera de sa participation financière par versement à la commune en deux fractions successives :

30% au démarrage des travaux de réalisation des équipements par la commune,

le solde (70 %) au plus tard 30 jours après l'achèvement des travaux.

Suite aux évolutions du projet immobilier et des aménagements, la société ETAMES et la commune ont convenu de modifier l'article 5 de la convention comme il suit :

« La société ETAMES s'acquittera de sa participation financière en numéraire par versement à la commune la somme de 229 714,05 TTC (représentant donc 100% de la participation totale mise à la charge de LA SOCIETE) de la manière suivante :

30% au démarrage des travaux de réalisation des équipements par la commune

le solde (70%) répartis en appels de fonds successifs de la commune selon les situations de travaux présentées à cette dernière par les entreprises en charge de la réalisation desdits équipements. »

Les autres éléments de la convention demeurent inchangés.

Vu le projet d'avenant,

Entendu les explications de Monsieur le Maire ;

Le Conseil municipal de THIL, après en avoir délibéré,

1. Approuve :

l'avenant à l'article 5 de la convention de Projet Urbain Partenarial conclue entre la société ETAMES et la commune de THIL ;

.../...

2. Autorise Monsieur le Maire à signer ledit avenant.

Pour	14
Contre	0
Abstention	0

10. DELIBERATION N° 14/02/09 PROJET DE VIDEOSURVEILLANCE : DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA RESERVE PARLEMENTAIRE SENATORIALE

Monsieur le Maire rappelle l'arrêté de Monsieur le Préfet de l'Ain en date du 5 juillet 2012 (dossier 20120181) a autorisé la commune de Thil pour une durée de cinq ans renouvelable un système de vidéoprotection pour la prévention des atteintes aux biens et la protection des bâtiments publics répondant aux finalités prévues par la loi.

Ce système utilisera le support Fibre Optique du réseau Optique déployé sur toute la commune par le Syndicat d'Energie et d'e-communication de l'Ain.

Suite aux études de faisabilités réalisées au cours de l'année 2013 et qui ont donné lieu à une concertation au sein d'un groupe de travail constitué des élus communaux, de Madame la coordinatrice du CISP, des avis techniques de la Gendarmerie Nationale, une enveloppe budgétaire prévisionnelle de 30 000 euros hors taxes serait à mobiliser pour acquérir et mettre en œuvre le système de vidéoprotection comprenant un périmètre de trois caméras extérieures.

En laissant le choix final d'implantation du système à l'équipe municipale qui sera élue en mars prochain, Monsieur le Maire informe qu'il souhaite solliciter l'octroi de subventions au titre du Fonds d'Intervention de Prévention de la Délinquance.

Monsieur le Maire informe, également, de la possibilité de versement d'une subvention au titre de la réserve parlementaire de Madame Sylvie Goy Chavent, Sénatrice de l'Ain.

Compte tenu des délais d'instruction des dossiers, il propose au Conseil municipal de l'autoriser, dès à présent, à solliciter ces subventions pour permettre l'installation du système de vidéosurveillance si possible pour l'été 2014.

Le Conseil municipal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir débattu,

Autorise Monsieur le Maire

- à solliciter, dans les formes requises, une subvention au titre du Fonds d'Intervention de Prévention de la Délinquance ;
- à solliciter, dans les formes requises, une subvention au titre de la réserve parlementaire sénatoriale auprès de Madame Sylvie GOY CHAVENT, Sénatrice de l'Ain ;

Pour	14
Contre	0
Abstention	0

11. QUESTIONS DIVERSES

RYTHMES SCOLAIRES

Madame Valérie BERGER fait part d'une lettre circulaire à l'attention des parents d'élèves de l'Ecole de la Riotte et distribuée dans les cartables au sujet de l'accueil des enfants les mercredis dans le cadre de l'application, lors de la rentrée 2014-2015, des

Rythmes scolaires approuvés par le Conseil d'école. Lecture en est faite en séance. Il ressort une formulation qui laisse à penser la création d'un ALSH.

Monsieur le Maire précise qu'il eût été bon que les rédacteurs communiquent avec la Mairie avant la diffusion de cette lettre circulaire.

Monsieur le Maire rappelle que deux réunions ont été organisées entre les élu(e)s et les Parents d'élèves fin janvier puis les Assistantes maternelles en février. Les concertations ont permis d'avancer, notamment, sur les horaires d'accueil après la pause méridienne et l'organisation du service pour les mercredis.

Monsieur le Maire rappelle le processus de réflexion engagé avec l'Association GABI en décembre dernier tout en précisant la difficulté de mise en œuvre d'une antenne de GABI à THIL.

Monsieur le Maire confirme que l'année scolaire 2014-2015 sera une année d'expérimentation, la démarche de la commune est de trouver une organisation répondant aux attentes pour la future rentrée, avec notamment les orientations suivantes :

- une solution s'appuyant sur les complémentarités d'accueil entre Assistantes Maternelles / Mairie / Prestations existantes des associations d'accueil de loisirs du territoire,
- la possibilité de repas froid le mercredi midi et un complément d'accueil payant pour un nombre restreint d'enfants centré sur les besoins des enfants plus âgés (6 ans et plus).

Il est rappelé que si l'enfant à moins de 6 ans, les parents sont exonérés de charges patronales d'environ 83% et le montant versé rentre dans la calcul du crédit d'impôts.

Les concertations se poursuivront avec l'ensemble des acteurs concernés après les élections municipales. Monsieur Guillard informe qu'en matière de concertation un Comité de pilotage incluant le Corps enseignant est une obligation au titre de la définition du Projet Educatif Territorial pour ce qui concerne les Temps d'Accueil Périscolaires ainsi qu'avec la Caisse d'Allocations Familiales en vue de l'octroi de subventions même en cas de non création d'un ALSH.

Enfin, Monsieur le Maire tient à préciser que les prestations des Intervenants Sportifs et les Intervenants musicaux de la Communauté de communes seront maintenues en l'état dans le cadre des activités scolaires proprement dites.

Monsieur GRUMET se demande, en cas de changement de majorité, si les Rythmes scolaires ne seraient pas supprimés.

Monsieur le Maire précise qu'à ce jour, si la commune ne prenait pas position sur les Rythmes scolaires, le Directeur Académique aurait pu faire valoir son droit de substitution pour imposer une organisation des temps scolaires.

INTERVENTION DE MONSIEUR GRUMET

Monsieur GRUMET souhaite prendre la parole pour préciser que beaucoup de travail a été réalisé au cours du mandat. Il rappelle qu'avant leurs démissions de l'automne dernier, les élus démissionnaires avaient contribué à faire avancer les dossiers.

Il rappelle, toutefois, son opposition à la création d'un stade de BMX par la CCMP dans la zone Actinove en rappelant que celle-ci est classée en zone Rouge au titre du PPRI, que les accès sont difficiles ainsi que la présence de circulation de Poids Lourds. Il restera très attentif à ce que dans le cadre de la Révision du PLU, toute construction soit interdite dans les zones de passage d'eau. Enfin, il souligne que les horaires d'ouverture de la Mairie soient adaptés.

Monsieur GRUMET termine son intervention en souhaitant aux futurs élus de « savoir travailler ensemble pour le bien être de la commune » et évoque la possibilité pour ce qui le concerne d'un nouveau rendez – vous en 2020.

Monsieur le Maire remercie les élu-e-s de janvier 2014 d'avoir permis de terminer le mandat et ainsi de tenir les engagements de l'équipe de 2008 : le mandat futur peut être ainsi envisagé avec sérénité car les fondations sont solides.

L'ordre du jour étant épuisé,

La séance est levée à 22 heures 30.